



LA REVUE

MENSEULE DU MdE

MARS 2025



**DD/NORD-EST :
SIX INDIVIDUS ARRÊTÉS
POUR COUPE ILLÉGALE
D'ARBRES**



**LE MdE RENFORCE LES
CAPACITÉS DE SES CADRES
SUR LA TRANSPARENCE
CLIMATIQUE**



**JOURNÉE DES DROITS
DE LA FEMME**



**JOURNÉE INTERNATIONALE
DES FORÊTS :
DES ÉTUDIANTS EN AGRONOMIE VISI-
TENT L'UNITÉ DE GESTION DES
RÉSERVES DE BIOSPHERE**



**CÉLÉBRONS LES FORÊTS ET L'ALIMENTATION,
Le Ministère de l'Environnement ouvre ses portes pour célébrer la journée
internationale des forêts**



**SIGNATURE D'UN MÉMO-
RANDUM D'ENTENTE SUR
L'ENVIRONNEMENT ET LE
CLIMAT (HAÏTI-COLOMBIE)**



**LE MdE LANCE UNE
FORMATION SUR LA
TRANSFORMATION DES
PNEUS USAGÉS**



**DD/NORD : RELANCE DE LA
TABLE SECTORIELLE ENVI-
RONNEMENTALE DU NORD**



**DD/CENTRE :
LA CAMPAGNE DE COLLECTE DE
SEMENCES FORESTIÈRES SE POURSUIT
DANS LE PLATEAU CENTRAL**

SOMMAIRE

Coupe illégale des arbres: Des individus appréhendés sur les berges de la rivière massacre	3
Coopération Haïtiano-Colombienne : Signature d'un mémorandum d'entente sur l'environnement et le climat	4
Journée internationale des forêts : Portes ouvertes à la Direction des Forêts (DFER)	6
Transparence Climatique : Renforcement des capacités des cadres du MdE	8
Valorisation des déchets : Formation sur la transformation des pneus usagés	10
Journée des Droits de la Femme : Engagement du Ministère de l'Environnement pour l'égalité et l'autonomisation	12
Premier atelier consultatif régional dans le Sud pour la validation du guide de référence relatif au montage de comités de bassins versants	14
Concertation : Relance de la table sectorielle environnementale du Nord	16
Journée internationale des forêts : Visite d'une délégation d'étudiants en agronomie à l'Unité de Gestion des Réserves de Biosphère (UGRB).	18
Collecte de semences forestières: Poursuite de la campagne de collecte dans le Plateau central	19



LA REVUE

MENSUELLE DU MdE



Mercredi 27 mars 2025

Coupe illégale des arbres: Des individus appréhendés sur les berges de la rivière massacre

Fort-Liberté, le 26 mars 2025 – Alertée par la population de la commune de Ouanaminthe au sujet de cas de coupe abusive et illégale d'arbres sur les rives de la rivière Massacre, zone servant de protection naturelle à la ville, la Direction Départementale du Nord-Est du Ministère de l'Environnement (DDNE-MdE) a rapidement mobilisé les autorités judiciaires compétentes.

Ainsi, sur instruction du Juge de Paix de la ville, la Police départementale a procédé, ce mercredi 26 mars 2025, à l'arrestation de six (6) individus impliqués dans ces actes de destruction du couvert végétal dans une zone écologiquement sensible.

Les personnes interpellées ont été placées en garde à vue, en attendant les suites judiciaires appropriées.

La DDNE-MdE réaffirme son engagement à protéger les ressources naturelles du département et encourage la population à signaler tout acte répréhensible menaçant l'environnement.



Vendredi 29 mars 2025

Coopération Haïtiano-Colombienne : Signature d'un mémorandum d'entente sur l'environnement et le climat



Port-au-Prince. Le vendredi 28 mars 2025. Le Ministre de l'Environnement de la République d'Haïti, Monsieur Jean Pierre Moïse Fils, a paraphé un mémorandum d'entente bilatérale pour la protection de l'environnement et du climat, en présence de la Cheffe de mission de la République de Colombie en Haïti, Madame Vilma Velasquez, (en représentation de la Ministre colombienne de l'Environnement, Madame Susana Muhamad). Cette cérémonie s'est déroulée sous les auspices du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe-MPCE, avec la participation des représentants diplomatiques du Chili et du Mexique en Haïti.

« En ma qualité de Ministre de la Planification et de la Coopération Externe, je salue les liens étroits de coopération qui se développent dans des domaines divers sur la base de la Déclaration Conjointe de leurs Excellences, les Présidents de la Colombie et d'Haïti Gustavo

Pédro et Leslie Voltaire. Signé à Jacmel, en janvier 2025, ce protocole s'inscrit dans le cadre de la matérialisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'Agenda-2030 des Nations-Unies », a précisé la Ministre Ketleen Florestal ajoutant également qu'une «une gestion environnementale efficace est essentielle pour réduire la pauvreté, stimuler l'économie locale et promouvoir la paix».

«Avec ce cadre de coopération symbolisé par cette cérémonie inaugurale, nous souhaitons intégrer, avant tout, le Secteur Environnement dans la lutte contre la violence, en soulignant l'importance des enjeux environnementaux, des ressources naturelles et du changement climatique dans la construction d'un Programme de Paix », a expliqué le Ministre de l'Environnement, Jean Pierre Moïse Fils.

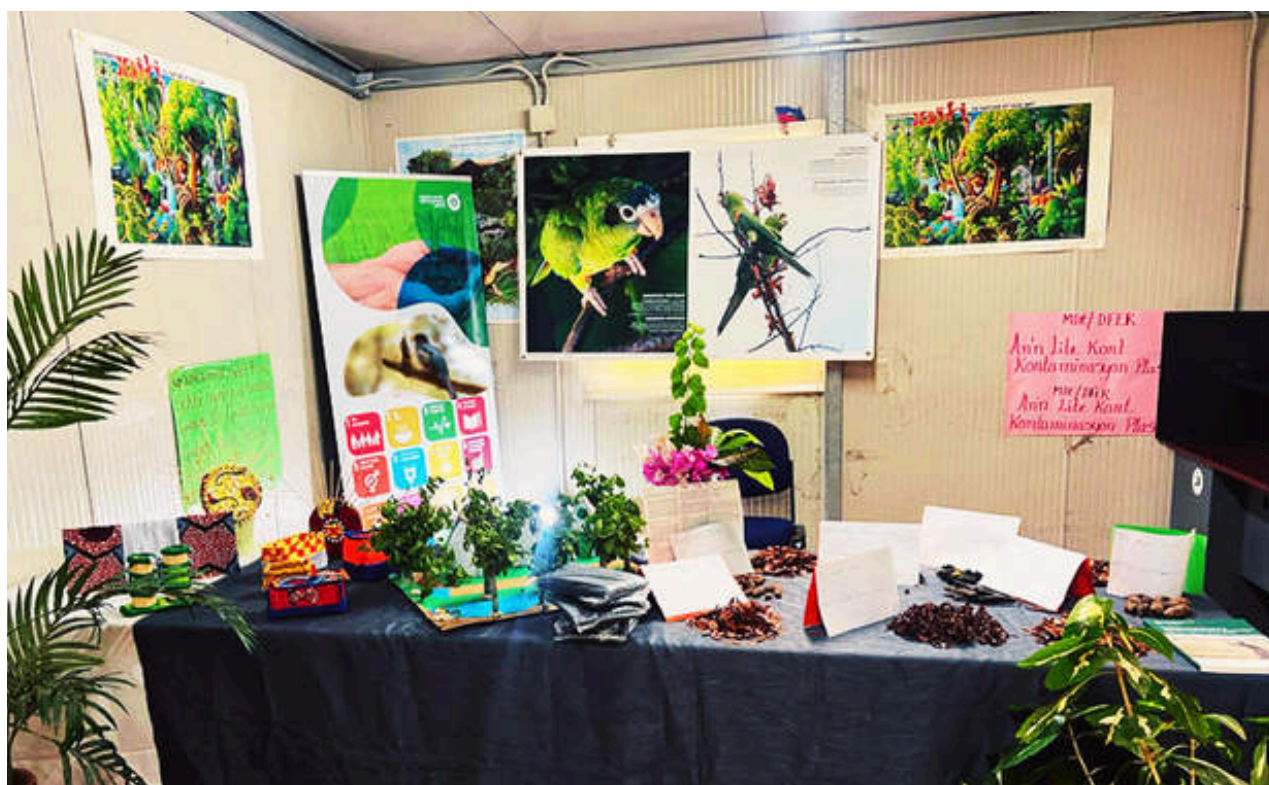
«En décidant, d'un commun accord, d'aborder l'extrême vulnérabilité environnementale d'Haïti sous l'angle de la déforestation, de l'effritement de la biodiversité, de la gestion des déchets et de la lutte contre les pollutions, du manque cuisant d'accès de tous à une énergie durable et moderne à un coût abordable, ainsi que de l'insécurité de l'eau, nous avons en perspective un certain nombre d'Objectifs de Développement Durable déclinés dans l'Agenda 2030 du Programme des Nations-Unies », selon le Ministre de l'Environnement, Moïse Jean Pierre Fils.

De son côté, la Cheffe de mission colombienne en Haïti, Madame Vilma Velasquez, a souligné que les principales retombées du mémorandum d'entente entre Haïti et la Colombie, sont : « la restauration écologique et la régénération du couvert végétal pour la paix dans le bassin versant de la Rivière de Port de Paix ; les sources non-conventionnelles d'Énergie renouvelable pour la paix dans le département de l'Artibonite, l'économie circulaire et le renforcement des chaînes de valeur des déchets électroniques et ménagers à Jacmel et à l'Île-à-Vache ; la gestion Intégrée de l'eau dans le bassin versant binational de la Rivière Massacre et la Promotion d'une Hydro-diplomatie pour la paix ; les aires marines protégées, l'interconnexion des aires protégées et la conservation d'écosystèmes et d'espèces d'intérêts; l'évaluation des dommages et analyse de besoins environnementaux post-désastre continental ».

Dans le cadre de la signature de ce mémorandum d'entente bipartite, il est prévu, entre autres, des échanges de chercheurs et d'experts, de données,



d'informations, de connaissances, de bonnes pratiques, de d'expériences et de technologies et la recherche de Partenaires Techniques et Financiers qui peuvent collaborer dans la mobilisation des ressources et d'expertise technique, selon les pratiques et les clauses de la coopération.



Journée internationale des forêts : Portes ouvertes à la Direction des Forêts (DFER)

Port-au-Prince, 21 mars 2025 – À l'occasion de la Journée internationale des forêts, la Direction des Forêts et des Énergies Renouvelables (DFER) du Ministère de l'Environnement (MdE) a organisé une Journée portes ouvertes au sein de l'institution. Cette activité visait à sensibiliser le public aux enjeux de la conservation forestière et à promouvoir une culture de protection des ressources naturelles.

C'est le Directeur Général du Ministère de l'Environnement, l'agronome Joseph Emmanuel Philippe, qui a procédé à l'ouverture officielle des différentes activités. L'événement, organisé en format hybride (en ligne et en présentiel), a réuni une large diversité de participants, notamment des universitaires, des représentants d'organisations de la société civile, ainsi que

des cadres et techniciens du ministère provenant de quatre départements du pays : le Centre, le Nord-Ouest, le Nord-Est et l'Ouest.

Le programme incluait des expositions de semences et de plantules dans les départements de l'Ouest et du Nord-Est, ainsi que des conférences-débats autour des grands défis liés à la gestion durable des forêts, au reboisement, à la préservation de la biodiversité et à la lutte contre le changement climatique.

À travers cette initiative, la DFER réaffirme l'engagement du Ministère de l'Environnement à renforcer l'éducation environnementale et à mobiliser les acteurs à tous les niveaux en faveur d'une gestion responsable et durable du patrimoine forestier haïtien.



Transparence Climatique : Renforcement des capacités des cadres du MdE

Port-au-Prince, 26 mars 2025 – Le Ministère de l'Environnement (MdE), à travers sa Direction des Changements Climatiques (DCC), en collaboration avec le projet CBIT-Haïti, a organisé ce mercredi un atelier de formation à l'intention de ses cadres, autour du thème : Renforcement des capacités sur la transparence climatique et le Cadre de transparence renforcé. Cette initiative, appuyée par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), vise à doter les cadres du ministère de compétences techniques accrues sur les mécanismes de suivi et de rapportage liés aux engagements climatiques du pays.

Dans son allocution d'ouverture, l'Ing. Agr. Joseph Emmanuel Philippe, Directeur Général du MdE, a encouragé les participants à valoriser les espaces de partage de compétences. Selon lui, ces formations faciliteront la mise en œuvre des projets stratégiques en faveur d'un renforcement de la résilience nationale face aux effets des changements climatiques. Il a également insisté sur la nécessité d'agir de manière responsable afin de garantir le respect des engagements climatiques pris par Haïti sur la scène internationale.

La première partie de l'atelier a été animée par M. Valéry Fils-Aimé, responsable du suivi-évaluation du



projet CBIT-Haïti. Il a présenté les éléments clés de la transparence climatique, en expliquant les attentes de l'Accord de Paris, les intérêts des pays en développement et les bénéfices spécifiques pour Haïti. Il a notamment mis en exergue des instruments stratégiques du MdE tels que la Politique nationale de lutte contre les changements climatiques (PNCC), élaborée en 2017, et le Plan national d'adaptation (PNA) 2022-2030. Ces documents définissent les grands axes d'action du pays en matière d'adaptation et de transition énergétique.

Parmi les objectifs principaux de ces stratégies figurent : la réduction significative des risques climatiques, l'amélioration du bien-être des populations à travers un développement climato-intelligent, et le renforcement des capacités des acteurs publics et privés engagés dans la lutte contre les changements climatiques.



La Contribution Déterminée au niveau National (CDN), révisée en 2021, a également été abordée. Elle met un accent particulier sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) dans des secteurs clés tels que l'agriculture, les forêts et l'énergie, avec un objectif global de réduction de 31 % d'ici 2030.

Alors qu'il avance dans la finalisation de son troisième rapport de communication nationale et de son rapport biennal actualisé, Haïti poursuit ses efforts dans le développement de nouveaux outils de planification pour mieux faire face aux défis climatiques.



Récif corallien

Valorisation des déchets : Formation sur la transformation des pneus usagés



Port-au-Prince, mardi 18 mars 2025 – La Direction de l'Éducation Relative à l'Environnement (DERE) du Ministère de l'Environnement (MdE) a lancé ce mardi 18 mars 2025 une formation de trois jours (18, 19 et 20 mars 2025) sur la transformation des pneus usagés en objets utiles. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts de sensibilisation, d'éducation et de formation des élèves, des organisations communautaires, du personnel de soutien et des employés du MdE pour encourager la valorisation des déchets.

C'est le Ministre de l'Environnement, M. Moïse Fils Jean Pierre, qui a officiellement ouvert cet atelier en présence entre autres, des employés du Ministère, d'un représentant du Ministère de l'Éducation, du consultant et de l'artisan bricoleur chargé de la formation. Dans son discours, M. Jean Pierre a souligné l'importance de cette formation, qui vise à doter les participants des compétences

nécessaires pour transformer les déchets de pneus en objets utiles tels que chaises, tables, poubelles, ceinturons et autres accessoires pratiques. Selon le Ministre, cette initiative permettra de changer la perception des pneus usagés, qui ne seront plus considérés comme des déchets encombrants, mais comme une ressource à valoriser.

De son côté, M. Rony Horat, Directeur de la DERE, a insisté sur l'importance de l'éducation environnementale pour éveiller la conscience citoyenne face à la dégradation de l'environnement. Il a annoncé que cette formation sera progressivement étendue aux élèves de NS4 (anciennement Rétho et Philo) dans tout le pays, en commençant par les communes de Delmas, Tabarre et Pétion-Ville. Ces jeunes, représentant une cible clé dans la promotion de comportements éco-responsables, apprendront non seulement à transformer des pneus usagés en pots de fleurs,

bacs à plantes et autres objets utiles, mais aussi à comprendre les principes de l'économie circulaire.

Lors de cet atelier, M. Barsabbas Chéry, consultant du programme, et M. Hugues Termius, artisan bricoleur, ont présenté une classification des différents types de déchets, incluant les déchets organiques, ménagers, industriels, agricoles et ultimes. L'artisan a également exposé ses réalisations passées et les travaux pratiques prévus avec les participants.

À l'issue de cette première journée, les participants se sont dits enthousiastes et motivés par cette expérience enrichissante, considérée comme une étape essentielle dans la formation. Tout en félicitant l'administration du Ministre Moïse Fils Jean Pierre, ils ont exprimé le souhait que les séances pratiques suivent rapidement les phases théoriques afin de mieux assimiler les techniques de transformation des déchets.



Journée des Droits de la Femme : Engagement du Ministère de l'Environnement pour l'égalité et l'autonomisation



En cette Journée internationale des droits de la femme, nous célébrons votre force, votre résilience et votre courage. Le thème de cette année, "Pour toutes les femmes et les filles : droits, égalité, autonomisation," résonne particulièrement fort au sein de notre chère Haïti, où les défis sécuritaires et les violences basées sur le genre demeurent des obstacles importants à surmonter.

Nous devons aussi reconnaître la vulnérabilité accrue des femmes face aux enjeux des changements climatiques. Les catastrophes naturelles touchent de manière disproportionnée nos communautés les plus vulnérables, et il est crucial de prendre en compte ces défis dans notre lutte pour les droits et l'égalité. L'autonomisation des femmes est essentielle pour bâtir une société

équitable et prospère. Il est impératif que chaque femme et fille ait accès à l'éducation, à des opportunités économiques et à un environnement sûr où elles peuvent réaliser leur plein potentiel.

L'accès aux droits fondamentaux est un levier crucial pour garantir cette autonomisation, qu'il s'agisse du droit à la santé, à l'éducation, ou à vivre sans peur de violences.

L'égalité entre les sexes ne doit pas être seulement un idéal, mais une réalité tangible pour toutes. Nous devons œuvrer ensemble pour démanteler les stéréotypes de genre et promouvoir la participation égale des femmes dans toutes les sphères de la société, de la politique à l'économie, en passant par la culture et l'éducation.

À toutes les mères, sœurs, filles et amies, vous êtes la colonne vertébrale de notre société. Votre détermination et votre engagement envers un avenir meilleur sont une source d'inspiration pour nous tous. Ensemble, nous devons continuer à œuvrer pour un monde où chaque femme et chaque fille puisse vivre en sécurité, avec égalité et autonomisation. Cordialement.

En cette journée spéciale, nous rendons hommage à votre résilience et nous réaffirmons notre engagement à lutter contre les violences et à promouvoir un environnement plus juste et équitable pour toutes.

Cordialement.



Plage Petite Caïmite

Premier atelier consultatif régional dans le Sud pour la validation du guide de référence relatif au montage de comités de bassins versants



Les Cayes, le 28 mars 2025 – Le Ministère de l'Environnement, Heifer International Haïti et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en collaboration avec les partenaires du projet Biodiversité Sud, ont organisé ce vendredi un premier atelier consultatif national dans le Sud en vue de la validation du guide de référence relatif au montage de comités de bassins versants.

L'événement, tenu dans la ville des Cayes, a réuni des représentants du gouvernement, des collectivités territoriales, des organisations communautaires, des experts, chercheurs en gestion des ressources naturelles, entre autres. Cet atelier a permis d'échanger sur les défis liés à la gouvernance des bassins versants afin d'arriver à la mise en place d'un cadre méthodologique visant à structurer efficacement la mise en place des comités de bassins versants (CBV) à travers le pays.

Le guide, élaboré dans le cadre du projet Biodiversité Sud, propose une approche intégrée et participative pour renforcer la résilience environnementale et améliorer la gestion durable des ressources naturelles en Haïti. Lors des discussions, les participants ont mis en avant l'importance d'une meilleure coordination interinstitutionnelle, l'implication active des communautés locales et la nécessité d'un suivi rigoureux des initiatives mises en place.

À l'issue de l'atelier, les participants ont formulé des recommandations clés sur les thématiques abordées en groupe de travail afin d'améliorer le guide référentiel. Parmi ces thématiques figurent :

► L'identification de cinq sources de financement alternatives, en dehors des projets de coopération, pour assurer le fonctionnement des comités de bassins versants, ainsi que l'analyse de leur faisabilité et de leur durabilité.



- La proposition d'activités à mettre en œuvre dans les bassins versants afin de renforcer l'appropriation des initiatives de gestion et de restauration par les communautés locales, en mettant l'accent sur leur viabilité à long terme.
- L'identification des sources potentielles de conflits au sein des comités de bassins versants et la définition de stratégies de gestion durable pour prévenir et résoudre ces conflits.
- L'analyse des avantages potentiels de

l'intégration des structures organisées au sein des comités de bassins versants (au moins cinq avantages), ainsi que l'examen de leurs éventuelles limites.

À travers cette initiative, le Ministère de l'Environnement et ses partenaires réaffirment leur engagement à œuvrer pour la protection de l'environnement et la gestion responsable des ressources naturelles au profit des générations futures.

Concertation : Relance de la table sectorielle environnementale du Nord



Cap-Haïtien, 21 mars 2025 – La Direction Départementale du Nord du Ministère de l'Environnement (DDN-MdE) a tenu, ce vendredi 21 mars 2025, une importante rencontre de la table sectorielle environnementale du département du Nord. Organisée avec le soutien de l'Union Européenne à travers le projet AMCC+, cette initiative vise à renforcer la coordination et la planification concertée des actions environnementales dans la région.

Placée sous le thème central du changement climatique, cette table ronde a rassemblé un large éventail d'acteurs clés du secteur environnemental : institutions publiques, secteur privé, organisations de la société civile, organisations internationales, ONG et organisations communautaires de base. Ensemble, ils ont convenu de l'importance de mieux aligner leurs interventions au profit de l'environnement dans le Nord, mais aussi dans une logique de contribution à l'effort mondial.

Chaque institution participante a présenté ses réalisations passées, ses projets en cours et ses initiatives futures. Ces échanges ont permis d'identifier des pistes

d'harmonisation concrètes afin de maximiser l'impact des actions menées sur le terrain et éviter les chevauchements.

Les partenaires techniques et financiers présents ont réitéré leur engagement à soutenir les initiatives visant à réduire les impacts du changement climatique et à promouvoir une gouvernance environnementale efficace.

Une prochaine rencontre est d'ores et déjà prévue pour finaliser une liste d'actions prioritaires, mettre en place des mécanismes de coordination et constituer une commission de suivi en charge de la mise en œuvre des décisions prises tout en fournissant un rapport tous les deux mois afin d'évaluer les progrès.

Cette démarche, saluée par les participants, est portée par la Direction départementale du Nord du MdE (avec M. Fontescony Joseph, Directeur), en collaboration avec la Délégation départementale du Nord et la Mairie de Cap-Haïtien. Elle s'inscrit dans une dynamique de dialogue multisectoriel durable, en faveur d'un développement harmonisé et résilient face aux enjeux environnementaux.

Le Parc Solidarité est une forêt d'une superficie de 15 hectares plantée par le Service Jésuite aux Migrants-Haïti (SOLIDARITE FWONTALYE) et Centre Dosmond du Ministère de l'Environnement en 2013. C'est une réserve de la biodiversité qu'il faut absolument protéger.

Déjà en 2021, j'ai fait un ensemble de suggestions pour la sauvegarde du parc.

- La Mairie doit prendre un Arrêté municipal pour interdire toute construction dans le parc.
- Le gouvernement doit déclarer d'utilité publique tous les terrains faisant partie du parc.
- Un processus de dédommagement doit être lancé en faveur des personnes munies d'un titre de propriété ou des fermiers réguliers de l'État.
- L'Etat doit créer par Arrêté pris en Conseil des Ministres et publié au journal « Le Moniteur » le Parc écologique Solidarité qui prévoira aussi son mode de gestion.

J'ajoute ces nouvelles recommandations :

- Étendre le parc sur toute la longueur de la rivière
- Mobiliser les institutions compétentes pour la surveillance et la protection de l'espace.

Eder Audate,
Chef de la Direction des Forêts et des
Énergies Renouvelables(DFER) du MdE.

Journée internationale des forêts : Visite d'une délégation d'étudiants en agronomie à l'Unité de Gestion des Réserves de Biosphère (UGRB).

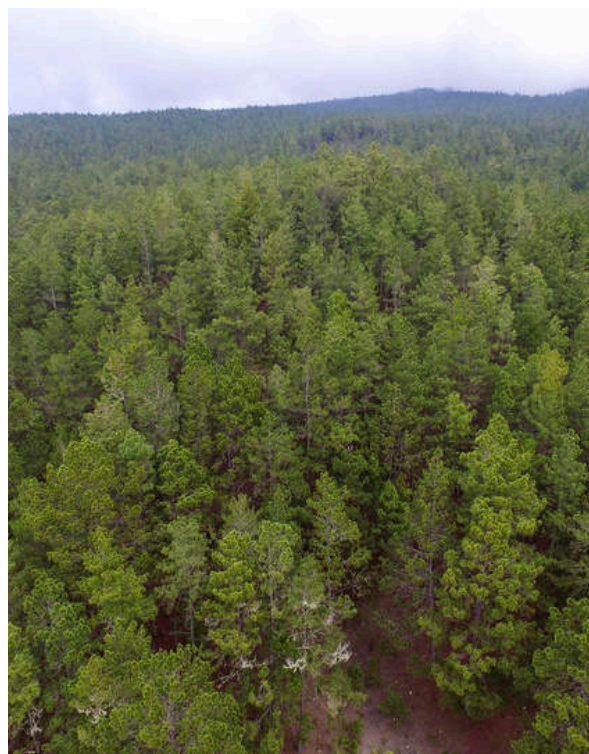


Port-au-Prince, 21 mars 2025 – L'Unité de gestion des Réserves de biosphère (UGRB) du Ministère de l'Environnement a accueilli une délégation d'étudiants en quatrième année d'Agronomie de l'Université de la Fondation Dr Aristide (UNIFA).

Cette visite, organisée à l'initiative du Coordonnateur de l'UGRB, M. Ematel Bélance, s'inscrit dans le cadre des activités de célébration de la Journée internationale des forêts. Ces jeunes agronomes, originaires de la Réserve de biosphère La Hotte, ont été invités à participer à la journée portes ouvertes et à une séance de sensibilisation sur les enjeux de la conservation forestière, organisées par la Direction des Forêts et des Énergies Renouvelables (DFER).

À cette occasion, une présentation approfondie leur a été faite par l'UGRB sur le Programme Homme et la Biosphère (MaB) de l'UNESCO, ainsi que sur les caractéristiques écologiques et les enjeux stratégiques de la Réserve de biosphère La Hotte.

Cette activité contribue à promouvoir la conservation de la biodiversité, le développement durable et le renforcement de la production de savoirs, de recherches et de mécanismes de surveillance continue, face aux enjeux de conservation aux échelles locale, régionale, nationale et mondiale.



Parc national La Visite

Collecte de semences forestières: Poursuite de la campagne de collecte dans le Plateau central



Plateau Central, le 1er mars 2025 – La Direction des Forêts et des Énergies Renouvelables (DFER) du Ministère de l'Environnement poursuit ses activités dans le cadre de la campagne annuelle de collecte de semences natives et endémiques de l'île d'Haïti. Après les départements de l'Ouest et du Nord-Est, c'est au tour de la Direction départementale du Centre d'accueillir cette semaine l'équipe de la DFER pour la troisième phase de cette initiative, essentielle pour la préservation et la reforestation du pays.

Sous la supervision de l'Agronome Eder Audate, Directeur de la DFER, cette campagne s'inscrit dans la mise en œuvre de la feuille de route du Ministre de l'Environnement, Ing. Moïse Fils Jean Pierre, qui met l'accent sur une dynamique nationale de reforestation visant à restaurer les écosystèmes forestiers dégradés et à renforcer la couverture végétale en Haïti.

Satisfait des résultats obtenus lors de la collecte dans le département du Nord-Est, M. Luckin Charles s'est joint à l'équipe de la DFER pour renforcer les opérations dans le Plateau Central. De son côté, Agr. Yves Augustin, Directeur Départemental du Centre du Ministère de l'Environnement, a exprimé son enthousiasme quant au soutien reçu de la DFER et de la Direction Départementale du Nord-Est. Il a souligné l'importance de cette activité pour répondre aux demandes croissantes de semences d'arbres fruitiers et forestiers, essentielles au développement des pépinières dans plusieurs communes.

Lors des premières sessions de collecte, l'équipe départementale du Centre, appuyée par la DFER, a ciblé une liste spécifique d'arbres forestiers incluant le Teck (*Tectona grandis*), le Sablier (*Hura crepitans*), l'Acajou (*Swietenia mahogany*) et le Cèdre (*Cedrela odorata*), où environ 577 kg sont déjà collectés.

Une fois récoltées, ces graines seront soumises à un processus rigoureux de traitement, garantissant leur viabilité et leur potentiel germinatif maximal. D'ici quatre mois, elles donneront naissance à des plantules en pépinière, prêtes à être utilisées pour les prochaines campagnes de reboisement, a précisé M. Audate.



LA REVUE

MENSUELLE DU Mde

Kenscoff_Urbanus proteus



www.mde.gouv.ht



Email: info@mde.gouv.ht



Parc Industriel SONAPI, Delmas, Haïti